



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Mâcon  
37, Boulevard Henri Dunant CS 80 140  
71 000 Mâcon Cedex 9

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

### **METSO FRANCE SAS**

41 rue de la République  
71 000 Mâcon

Références : BL/NM/2023/M\_159  
Code AIOT : 0005401125

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2023 dans l'établissement METSO FRANCE SAS implanté : 41 rue de la République – Mâcon (71 000). L'inspection a été annoncée le 10/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- METSO FRANCE SAS
- 4 rue de la République – 71 000 Mâcon
- Code AIOT : 0005401125
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société METSO exploite, sur le territoire de la commune de Mâcon, une unité de fabrication de pièces entrant dans la construction d'engins liés à l'extraction des minéraux.

La société est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral n° 03/0118/2-3 du 15 janvier 2003 complété par les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014190-0006 du 9 juillet 2014 instituant notamment la constitution de garanties financières pour ses activités de peinture.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative : garanties financières.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension....

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle     | Référence réglementaire                      | Autre information     |
|----|-----------------------|--|-----------------------|
| 1  | garanties financières | Arrêté Préfectoral du 09/07/2014, article 1  | Sans objet            |
| 2  | garanties financières | Code de l'environnement, article R. 516-1-5° | Levée de consignation |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les installations exploitées par la société METSO FRANCE SAS ne relèvent plus des dispositions de l'article L. 516-1 du code de l'environnement suite à une modification de la réglementation applicable. Dès lors, les sommes consignées doivent être restituées à la société les ayant constituées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Garanties financières

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 09/07/2014, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> situation administrative, Metso France SAS   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>« La société METSO-MINERALS, dont le siège social est situé au 41, rue de la République - 71 000 - Mâcon est tenue de constituer des garanties financières visant la mise en sécurité de ses installations situées à la même adresse. »   |
| <b>Constats :</b><br>La société METSO FRANCE SAS (SIRET :68555044400010) a été en mesure de justifier la consignation des sommes suivantes au travers des récépissés rappelés ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>– n° 2529044024 du 30/06/2014 (29 418,80 €) délivré à la société METSO MINERALS SA ;</li><li>– n° 2531263715 du 10/02/2015 (29 418,80 €) délivré à la société METSO MINERALS SAS ;</li><li>– n° 2534709866 du 24/02/2016 (29 418,80 €) délivré à la société METSO FRANCE SAS ;</li><li>– n° 2549029247 du 15/02/2017 (29 418,80 €) délivré à la société METSO FRANCE SAS ;</li><li>– n° 2555013328 du 24/01/2018 (29 418,80 €) délivré à la la société METSO FRANCE SAS ;</li><li>– n° 2562094119 du 11/04/2019 (4 511 €) délivré à la société METSO FRANCE SAS.</li></ul><br>Les sommes ont été consignées auprès de la caisse des dépôts. |
| <b>Type de suites proposées :</b> sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> sans objet  |

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> code de l'environnement, article R. 516-1-5°   |
| <b>Thème(s) :</b> situation administrative, champ d'application   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> sans objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont :</p> <p>[...]</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre du 2° de l'article L. 181-1 et les installations soumises à autorisation simplifiée au titre de l'article L. 512-7, susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe la liste de ces installations, et, le cas échéant, les seuils au-delà desquels ces installations sont soumises à cette obligation du fait de l'importance des risques de pollution ou d'accident qu'elles présentent. [...]</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les évolutions réglementaires ont contribué à modifier successivement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les dispositions de l'arrêté ministériel du 31/05/2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;</li> <li>– les dispositions du code de l'environnement en particulier la nomenclature, s'appliquant aux installations classées pour la protection de l'environnement, telle que définie à la colonne "A" de l'annexe à son article R. 511-9.</li> </ul> <p>Ces différentes modifications ont conduit à exclure les installations de la société METSO FRANCE SAS dont le régime d'exploitation est désormais l'enregistrement sous la rubrique 2940-2-a de la nomenclature. En effet, les installations classées sous la rubrique 2940 et relevant du régime de l'enregistrement, ne sont plus tenues de constituer des garanties financières en application des dispositions de l'arrêté ministériel modifié du 31/05/2012 précité.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que les dispositions de l'article R. 516-1-5° du code de l'environnement ne sont plus applicables aux installations exploitées par la société METSO FRANCE SAS et que les sommes consignées peuvent être restituées.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> levée de consignation  |